

Sommaire

1. Edito
2. Témoignage d'un commissaire paritaire : Jean-Pascal Pugibet.
3. l'AG du CODHOS et le bureau de l'HIMASE.
4. Pour compléter nos collections
5. Jean Reynaud décédé le 21 octobre 2008.

Nous remercions notre camarade **Alain Bujard** de Lyon qui nous a fait parvenir plusieurs brochures dont un hommage à Henri Wallon et un livre d'hommage à Marguerite Flavien-Buffard.

Nous lançons un appel auprès de nos adhérents dans ce bulletin pour compléter nos collections.

à noter ...

Le prochain CA de l'IRHSES se tiendra le 17 novembre 2008 dans les locaux du SNES, avenue d'Ivry à Paris.

Leur passé n'était pas qu'une illusion

Coup sur coup, le syndicalisme enseignant vient de perdre cinq de ses plus importants militants qui furent en même temps des fondateurs du courant Unité et Action.

Divers par leur formation, leur caractère, leur appartenance politique, ils avaient commencé à s'engager, au sortir de la Seconde Guerre mondiale ou dans les années 50, avec la fougue de la jeunesse, pour un même idéal, changer la société pour construire le socialisme en France, en partant des orientations du programme du CNR. La démocratisation de l'Ecole laïque, de la maternelle à l'Université, devait puissamment concourir à l'édification d'une société plus fraternelle au service du Peuple dans un monde de paix. Près des réalités, en artisans du combat social, ils avaient choisi de militer dans leur syndicat et d'en devenir des dirigeants.

Albert Beaudout exerçait le beau métier d'instituteur, il était communiste, il avait dirigé la section du SNI de Seine-et-Oise puis des Yvelines.

Les quatre autres, **André Dufour**, **Pierre Antonini**, **André Dubus**, **Jean Reynaud** résumant en quelque sorte, à travers leur parcours individuel, l'histoire du SNES. Les trois premiers étaient issus de l'ancien SNES, le troisième de l'ancien SNET. Le premier était un historien, le second un littéraire pur, les deux derniers des scientifiques. Ils avaient des convictions politiques, **Antonini** resta fidèle au parti socialiste comme **Reynaud** au parti communiste alors que **Dubus** resta toujours sans parti. Quant à **Dufour**, il quitta le PCF auquel il avait adhéré en 1934, en 1979, au moment de l'intervention soviétique en Afghanistan. Ils avaient commencé à militer avant guerre pour le plus âgé, dans les années 1940-1950, à la FEN-CGT et sur la liste B pour les trois premiers, à UASE pour le plus jeune et avaient siégé durant des années à la CA nationale du SNES - **Antonini** de 1953 à 2001, un record. Ils avaient surtout été des secrétaires de S3, durant de nombreuses années, **Dufour** à Poitiers, **Dubus** dans le Nord, les deux autres dans le midi: mais alors qu'**Antonini** s'identifiait à l'académie de Montpellier, **Reynaud** incarnait un autre midi, celui de la Provence, de l'autre côté du Rhône. Les plus anciens se souviennent de leurs interventions, de leur liberté de parole, de leur ténacité qui pouvait aller parfois jusqu'à l'entêtement...

Si Mémoire et Histoire ne font pas toujours bon ménage, en revanche une Histoire désincarnée n'est plus tout à fait la « science des hommes dans le temps ». Si l'on veut comprendre ce que militantisme signifie, en ces temps où doute, dérision, scepticisme, auto-critique... se généralisent, il est bon de rappeler la mémoire de ces lutteurs et l'idéal qu'ils poursuivaient. Dont les désastreux résultats du capitalisme mondialisé démontrent chaque jour la validité.

Alain Dalançon

22 ANS DE PARITARISME

Témoignage de Jean-Pascal PUGIBET

J'ai siégé au rectorat de Fort-de-France pendant 22 ans comme commissaire paritaire académique (de 1977 à 1999) : 18 ans comme certifié, 4 ans comme agrégé, 20 ans au titre de l'académie des Antilles et de la Guyane, 2 ans au titre de l'académie de la Martinique.

Avant la création de l'académie, les personnels des Antilles et de la Guyane dépendaient du rectorat de Bordeaux et donc des CAPA de cette académie. Malgré l'incontestable dévouement épistolaire -internet était encore loin—des camarades du SNES de Bordeaux, le rôle, l'existence même des commissions paritaires académiques était difficilement perceptible pour de nombreux collègues. L'élection des CAPA dans le cadre de la mise en place de la nouvelle académie stimula l'activité syndicale locale. L'histoire retiendra que le premier recteur, bien que nommé par un gouvernement RPR, se montra d'un loyalisme remarquable, convaincu qu'il était de l'importance du paritarisme pour gérer la nouvelle académie avec un maximum de sérénité. Je n'hésiterai pas à affirmer qu'il contribua à la formation des élus du personnel par son exemple et en exigeant de ses services un comportement tout aussi exemplaire.

La première réunion paritaire concerna l'examen de la notation administrative des certifiés. Nous avons minutieusement préparé nos interventions en examinant la totalité des fiches de notation. Nous décelâmes de nombreuses « variations » d'un établissement à l'autre. Plusieurs fois, dans le même établissement, pour le même échelon, la même appréciation littérale conduisait à des notations différentes. Le recteur exigea une harmonisation, n'hésitant pas à désavouer des chefs d'établissement jouissant d'une bonne réputation mais pour qui l'isolement de la fonction pouvait être porteur de dérives.

Ce fonctionnement exemplaire contribua à créer un climat de confiance entre les personnels du rectorat et les représentants du SNES, climat qui nous fut utile plus tard, lorsque certains recteurs donnèrent des directives visant à marginaliser les

syndicats. Périodiquement, des employé(e)s du rectorat demandaient des conseils au SNES, regrettant de ne pouvoir y adhérer pour que le déroulement de leur carrière ait un maximum de chances de se dérouler dans de bonnes conditions..

Je soulignerai par ailleurs que la précision et la rapidité des informations transmises par les responsables du SNES contribuaient à notre efficacité et dans bien des cas nous n'hésitions pas à alerter tel chef de service ou de bureau pour qu'il ne soit pas pris au dépourvu par le calendrier de la gestion des personnels, la directive ministérielle étant généralement plus lente. L'habitude de travailler collectivement, souvent au téléphone en raison de la discontinuité de l'académie, et le fait que le SNES soit majoritaire dans toutes les CAPA contribuaient à notre efficacité : la division et les rivalités syndicales facilitent rarement une meilleure défense des personnels.

Mon expérience de commissaire paritaire ne fut cependant pas uniquement « paradisiaque ». Parmi les 7 ou 8 recteurs à l'usure desquels j'ai contribué, il y eut des personnalités extrêmement diverses. Les tentatives de passe-droits et de favoritisme exigèrent plusieurs fois que nous élevions le ton. Notons que l'élasticité d'un barème ou l'absence de barème sont le terrain privilégié pour faciliter ces abus de pouvoir. Les tentatives de dénigrement des syndicats, et plus particulièrement du plus représentatif d'entre eux, existèrent aussi. Il y eut même un recteur (nommé par un premier ministre socialiste) qui tenta de supprimer les commissions paritaires : il proclama plusieurs fois sa volonté de les remplacer pour le mouvement par un « forum » tenu une semaine avant la rentrée : les premières nominations et les candidats à une mutation interne seraient réunis dans un amphithéâtre ; le recteur énoncerait successivement les postes vacants ; chaque fois le premier qui lèverait le bras se verrait attribuer le poste. Je n'affabule pas !!!

Mon « expérience » est suffisamment longue et suffisamment variée pour me permettre de

contribuer à convaincre les jeunes collègues de l'importance des commissions paritaires académiques et nationales : elles conditionnent la transparence et l'équité de la gestion de la carrière de tous et de chacun. Et sans cette

transparence et cette équité, il ne peut y avoir de sérénité dans le métier.

Jean-Pascal PUGIBET,
8 rue Paul-Bert, 66600 Rivesaltes

CODHOS

Comme annoncé dans notre dernier bulletin, l'IRHSES a accueilli l'Assemblée générale du CODHOS le vendredi 3 octobre 2008 dans les locaux du SNES, avenue d'Ivry. Une trentaine de participants étaient présents

Alain Dalançon a assuré l'accueil des participants en faisant une rapide présentation de notre Institut.



Le point a été fait sur les travaux de cette année :

1. L'exposition des affiches du mouvement ouvrier a eu lieu en 3 lieux : au siège du PCF avant l'été, dans une galerie parisienne du 4ème sur 3 jours et au siège de la CFDT, espace Belleville durant 1 semaine. Elle se poursuit par la réalisation du catalogue de l'exposition dont plus de 300 exemplaires sont déjà diffusés à l'intérieur du CODHOS même.
2. Le deuxième chantier lourd de cette année a été le quarantième anniversaire de mai-juin 1968. Lors de la journée d'étude 19 juin sur les sources il a été décidé de réaliser une nouvelle formule du guide des sources en partant de celui édité en 1993 par le BDIC. Le site mai-68.org était prévu pour durer un an mais l'idée est maintenant de le laisser en ligne comme une archive du 40ème anniversaire. Il contient deux expositions virtuelles : celle de l'IRHSES et celle du photographe Philippe Rey (photographe) pour lequel il reste des photos à mettre en ligne.



Un échange a eu lieu sur les archives électroniques, leur conservation et ce que cela change dans l'univers militant.

Les sites archivés par la BNF ne sont consultable qu'à partir des locaux de la BNF.

Il y aura en 2009 une journée d'information avec la BNF en direction des associations, des syndicats, des organisations politiques.

Concernant l'archivage des courriels il est nécessaire de tenter des expériences d'archivage afin de voir les problèmes que cela pose. Un participant invite à voir le projet Paradygme sur leur site.

Le 14 février une journée sur la numérisation est organisé pour les participant à l'IALI.

Projets :

1. L'actualisation du Guide des sources des congrès achevé en 2001 et épuisé. Il s'arrêtait en 1939 pour la version papier. L'idée est de prolonger jusqu'en 1968.
2. Archives de la Commune : recenser les archives de la Commune qui ne sont pas à la BNF et que l'on peut demander à la BNF de numériser.
3. L'actualisation du guide des sources sur 1968.

Le CODHOS sera présent aux journées d'histoire de Blois.

Questions diverses

La prochaine AG aura lieu en janvier 2009.

Sortie d'un DVD du CNDP sur « histoire et mémoires des immigrations » (5h d'images et documents).

Générique numérisé les publications de l'immigration (maghrébine et portugaise) et prépare une exposition sur l'immigration maghrébine.

L'AG s'est terminée par une visite de nos locaux et un apéritif.

HIMASE

La semaine suivante, nous recevions la réunion du bureau de l'HIMASE où il a été discuté du prochain bulletin, de la préparation de l'Assemblée générale qui se tiendra le 10 décembre prochain à 16h à la FSU, de la préparation d'une journée d'étude sur le militantisme aujourd'hui en mars 2009, dans la suite de la table ronde lors de la dernière AG.

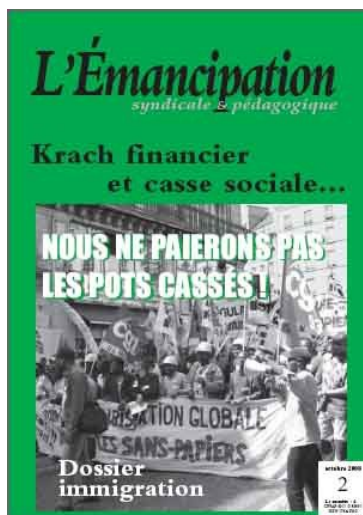
Le point à ensuite été fait sur les biographies et le travail coopératif avec le site « Maitron + » que Claude Pannetier présentera dans une séance (le 10 décembre à 14h30) juste avant l'Assemblée générale.

Mise à jour de notre bibliothèque ...

Nos collections ne sont pas toutes complètes pour certaines il manque quelques numéros, pour d'autres les lacunes sont plus importantes. Nous lancerons donc dans chaque numéro des alertes ... et si un(e) adhérent(e) possède (peut-être en double) le numéro qui nous manque ... nous pourrions peut-être compléter ainsi nos collections.

Les courants de pensée :

École Émancipée : nous n'avons rien avant 1978 et il nous manque les numéros suivants : manque 14 (5 mai 79) ; 18 (20 juin 82) ; 17 et 18 (juin et 20 juin 83) ; 9 (5 janvier 84) ; 17 et 18 (5 et 20 juin 84) ; 6 et 7 (20 novembre et 5 décembre 84) ; 18 (20 juin 85) ; 11 (5 mars au 19 mars 89) ; 13 (mai 92) ; 6 (janvier 2002) ; 4 (décembre 2004).



Émancipation : Il nous manque le numéro 11 (juin 2002) paru sous le titre « L'école émancipée » ainsi qu'une année complète de « L'Émancipation syndicale et pédagogique » (septembre 2006 à juin 2007).



Unité & Action : n° 97 juillet 92 ; 109 janvier 93 ; 116 sept 93 ; 121 (février 94) à 138 septembre 96 ; 141 (décembre 96) à 144 (juin 97) ; 158 (mars 2000) ; 184 (septembre 2005) ; 190 (septembre 2006) à 194 (juin 2007) ; 198 (mars-avril 2008) ; 199 (mai 2008) ;

La circulaire U&A : 28 , 29, 30 (1984) ; 32 (1985) ; 1 à 5 (1986) ; 7 à 9 (1985) ; 11 (1986) ; 13 à 17 (1986) ; 20 à 21 (1986) ; rien après la 7 du 24/02/1994 circulaire spéciale « collège » n° 1 et après la 2 ?

Les revues :

L'école et la Nation : n° 128 (avril 1964) ; 226 (juin 1973) et les numéros 1 à 110 (avant septembre 1962)



André Dufour (1913-2008)

(voir sa biographie dans le t. 4 du Nouveau Maitron)



André Dufour au congrès du SNES en 1946.

André s'est éteint à l'âge de 95 ans, le 5 novembre dernier.

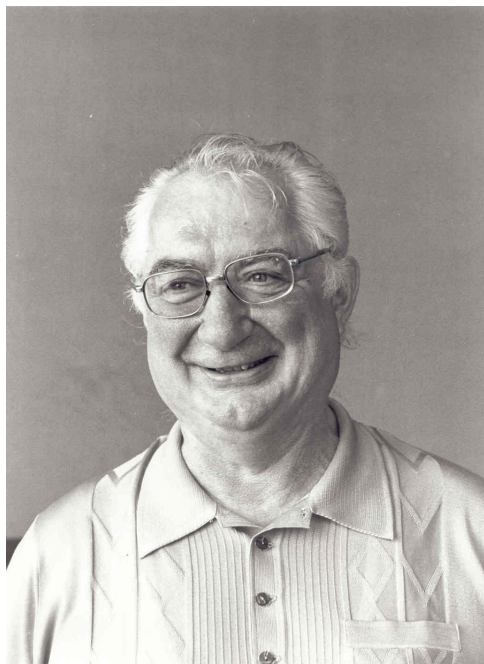
Fils d'instituteur devenu directeur d'ENI, il faisait partie de cette génération qui avait commencé à militer au lendemain de la tentative du coup d'Etat du 6 février 1934. Cette année-là, il prit sa première carte au Parti communiste. En 1935-1936, il fut de toutes les manifestations du Rassemblement populaire. Alors qu'il était instituteur suppléant éventuel à Jean-Baptiste Say à Paris et militait au Syndicat national des EPS, il joua un rôle déterminant dans la bataille syndicale pour obtenir en 1938, du ministre Jean Zay, le statut des surveillants d'externat et la rémunération des vacances aux auxiliaires.

Mobilisé en 1939, il fut fait prisonnier dans la poche de Dunkerque et s'évada trois fois de son Oflag, sans succès. Il fut rapatrié en France en 1943, en se faisant passer pour infirmier. Reçu à l'agrégation d'histoire en 1945, il fut successivement nommé au lycée Fontanes de Niort, puis au lycée Henri IV de Poitiers où il occupait la chaire de la « Corniche ». Dufour commença à militer au SNES dès la Libération et ne tarda pas à être un des plus importants militants du grand S3 de Poitiers, couvrant 8 départements, dirigé par Guy Tessier, un des principaux militants de liste B non-cégétiste. Quand la nouvelle académie de Poitiers fut créée en 1961, Dufour devint tout naturellement le secrétaire du S3, un des tout premiers en France de la liste B (avec Antonini, Bocquet, Romeu, Petite). En 1965, il s'opposa à l'arrêt de la grève administrative et sa motion fut repoussée d'extrême justesse au congrès, contre le souhait, à la fois des Autonomes et d'Alaphilippe et Drubay, mais le référendum auprès des syndiqués lui donna raison. L'action fut néanmoins interrompue et reconvertie.

En 1969, Dufour passa au centre de formation des PEGC de Poitiers. Il revint au SNES au moment de sa retraite et fut de nombreuses années le responsable académique des retraités.

Il fut aussi un militant de la paix, notamment à l'ARAC et au Mouvement de la Paix et quitta le PCF en 1979 quand G. Marchais justifia l'intervention soviétique en Afghanistan.

Jean Reynaud (1932-2008)



Jean avait eu 76 ans en juillet dernier.

Ancien élève de l'ENSET, agrégé de sciences physiques, il fit l'essentiel de sa carrière en classe préparatoire à Marseille au lycée Périer.

Militant communiste, il s'engagea surtout dans le syndicalisme au SNET et à la FEN d'abord, puis au nouveau SNES ensuite, pour y faire prévaloir l'orientation du courant qui allait s'appeler Unité et Action.

Jeune secrétaire depuis 1962 de la section départementale de la FEN des Bouches-du-Rhône, qui avait donné son nom à l'orientation défendue par les ex-cégétistes, et secrétaire académique du SNET à la fin de l'existence de ce syndicat, il conduisit victorieusement, avec Joseph Dunand (ex-SNES classique et moderne), la liste U et A aux premières élections à la CA du S3 d'Aix-

Marseille du nouveau SNES, fin décembre 1966-début 1967, faisant ainsi basculer la majorité, comme cela allait se répéter quelques mois après au niveau national. Jean fut donc élu secrétaire d'un des plus gros S3 ; il allait le demeurer pendant un quart de siècle, jusqu'à la veille de sa retraite.

Il assumait en même temps un peu plus tard, la lourde charge de trésorier national du syndicat à partir de 1980, succédant à Théo Haddad, réorganisant les finances, soutenant les débuts de l'informatisation, aidant les S3 à acquérir des locaux.

Jean fut un membre fondateur de l'IRHSES, il faisait partie de notre Conseil d'administration. Dès sa création, notre institut bénéficia de son intérêt et c'est lui qui veilla, avant de prendre sa retraite, alors qu'il était trésorier national du SNES, à ce que le syndicat dote notre Institut d'un petit capital qui constitue aujourd'hui la base de nos réserves.

Devenu retraité, il fut le responsable national de la catégorie dans le SNES, tout en écrivant des livres d'histoire d'une grande qualité, notamment consacrés au Royans, son pays natal, où se sont déroulées ses obsèques.

Il rédigeait également les notices biographiques de militants enseignants de son académie, pour le compte du Nouveau Maitron.

Jean était une figure du syndicalisme enseignant ; il aurait aimé qu'on associe à son souvenir celui de son épouse, une militante comme lui.

Alain DALANCON

L'Humanité du vendredi 24 octobre donna l'information suivante :

Jean Reynaud n'est plus. Professeur agrégé au lycée Jean-Perrin à Marseille et dirigeant historique du Syndicat national de l'enseignement secondaire (SNES), Jean Reynaud s'est éteint mardi à l'âge de soixante-dix-sept ans. Avec d'autres militants, son épouse Maguy, Rosner, Waler, Claude Mazauric, Giovanazzi et Bizot, ils structurèrent différents syndicats enseignants, aujourd'hui regroupés dans la FSU (Fédération syndicale unitaire). A l'occasion de son départ à la retraite et en réponse aux multiples hommages qui lui furent rendus, il a tenu à préciser : « Certains d'entre vous m'ont connu communiste. Ce que je veux ajouter, c'est que je suis toujours membre du parti communiste français. » Jean Reynaud sera inhumé samedi 25 octobre à Royans, dans le Vercors, sa terre natale. L'Humanité présente ses fraternelles condoléances à sa fille et à son fils.